

Projet WASTEWISE



Recommandations politiques

édité par
AAEL et CoPE

WASTEWISE



Introduction

Sur la base de l'Analyse comparative des systèmes de gestion des déchets en Slovaquie et en Sicile : défis, approches et mise en œuvre des politiques de l'UE, réalisée dans le cadre du projet Erasmus+ KA210-VET Waste Wise: Enhancing Governance for Sustainable Waste Management (n° 2024-2-SK01-KA210-VET-000260945), les institutions partenaires ont formulé une série de recommandations visant à améliorer l'efficacité, la durabilité et la gouvernance des systèmes de gestion des déchets dans les régions participantes.

L'étude comparative comprenait une évaluation par enquête des attitudes et des connaissances du personnel administratif et des représentants impliqués dans la mise en œuvre de la législation européenne et nationale en matière de déchets. Les résultats montrent que, si la sensibilisation aux objectifs des politiques environnementales est généralement élevée, la compréhension des cadres législatifs spécifiques et de leur application concrète reste limitée. Ce constat fonde plusieurs recommandations, notamment celles concernant l'amélioration de la gouvernance, des capacités administratives et de la formation professionnelle.



Renforcer la gouvernance, la coordination et la cohérence des politiques

Une gestion efficace des déchets nécessite une gouvernance cohérente à tous les niveaux administratifs. En Slovaquie, les responsabilités sont relativement centralisées, entraînant des performances inégales entre municipalités. En Sicile, une gouvernance fragmentée et une coordination incohérente entre les organismes régionaux et locaux freinent souvent la mise en œuvre des objectifs européens en matière de déchets.

Les résultats de l'enquête confirment que de nombreux agents locaux et régionaux ont une compréhension limitée de leurs compétences et obligations dans le cadre de la législation européenne et nationale. Cette lacune contribue à des retards dans la planification, le reporting et l'application des mesures.





Pour relever ces défis, les deux régions devraient adopter un modèle de gouvernance intégrée, conforme à la Directive-cadre sur les déchets (Directive 2008/98/CE, modifiée par la Directive (UE) 2018/851). La création de plateformes de coordination interinstitutionnelles et d'un observatoire régional des déchets améliorerait la communication, le suivi et la conformité. Une formation continue des agents publics devrait compléter ces réformes pour garantir une mise en œuvre efficace des objectifs politiques.



Moderniser l'infrastructure et accroître les capacités de traitement

La transition vers une économie circulaire dépend de capacités suffisantes de traitement et d'infrastructures modernisées. Les deux régions présentent des lacunes qui limitent le recyclage et perpétuent l'enfouissement.

- La Slovaquie devrait améliorer les systèmes de collecte et de compostage en zones rurales;
- La Sicile devrait achever son réseau d'installations de compostage et de digestion anaérobie.

Les instruments européens tels que le Fonds de cohésion, LIFE et la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR/RRF) devraient être utilisés de manière stratégique afin d'atteindre l'objectif européen 2035 de mise en décharge (maximum 10 % des déchets municipaux). Des plans d'investissement régionaux intégrés renforceraient la durabilité et la cohérence des politiques.



Introduire des instruments économiques et réglementaires intelligents

Les deux régions devraient étendre les systèmes Pay-As-You-Throw (PAYT – “payer selon la quantité jetée”) ainsi qu'augmenter les taxes sur l'enfouissement pour encourager la prévention et le recyclage. Le renforcement de la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP), harmonisé avec la Directive (UE) 2018/852, encouragerait les producteurs à intégrer l'écoconception et les principes de réutilisation. La création de Fonds pour la Transition Verte pourrait soutenir les PME souhaitant adopter des modèles circulaires et stimuler l'innovation.





Investir dans l'éducation, la sensibilisation et l'engagement social

La participation du public est essentielle à l'atteinte des objectifs européens.

Les gouvernements et municipalités devraient intensifier les campagnes d'éducation environnementale, en intégrant l'enseignement de la gestion des déchets et des principes d'économie circulaire dans les écoles et la formation professionnelle.

Des initiatives communautaires - écoles Zéro Déchet, repair cafés, systèmes locaux de récompense - peuvent modifier efficacement les comportements et renforcer l'engagement citoyen.



Améliorer la gestion des données, le suivi et la transparence

Des données fiables sont essentielles à une bonne gouvernance.

Les systèmes slovaque ISOH et italien MUD/RENTRI devraient devenir interopérables et cohérents avec les standards de reporting européens.

L'introduction d'outils de traçabilité numérique — cartographie SIG des déchets, systèmes de collecte avec QR codes — renforcerait la transparence et l'évaluation des progrès vers les objectifs européens.





Accélérer la transition vers l'économie circulaire

La gestion des déchets doit évoluer vers un cadre plus large d'économie circulaire.

La Feuille de Route slovaque sur l'économie circulaire (2022) et le Plan régional sicilien des déchets (2024) devraient être opérationnalisés à travers des projets pilotes dans des secteurs clés (construction, déchets alimentaires, plastiques).

La participation à des initiatives européennes comme la Circular Cities and Regions Initiative (CCRI) peut accélérer l'innovation et l'apprentissage interrégional.



Introduire des incitations économiques pour la réduction (prévention) et la réutilisation

L'économie circulaire ne se limite pas à la valorisation, mais inclut la prévention : réduction, conception, réparation, réutilisation. En Italie, l'OCDE souligne le potentiel des mécanismes fiscaux en ce domaine. Il est recommandé de promouvoir des modèles d'économie collaborative, des centres de réparation et de réemploi ainsi que des incitations aux entreprises développant des emballages réutilisables ou consignés.

Une perspective sociale et de justice environnementale doit être intégrée : les outils doivent être accessibles aux citoyen-ne-s les plus vulnérables ou aux minorités et familles non traditionnelles (ex. co-parentalité homosexuelle, formes familiales non majoritaires).



Garantir l'autosuffisance territoriale et une répartition équitable des infrastructures

En Slovaquie, plus de 50 % des déchets municipaux sont encore mis en décharge dans certaines zones ; en Italie, de fortes disparités régionales persistent dans la collecte séparée et le traitement des déchets.

Les politiques devraient encourager des plans nationaux et régionaux garantissant des infrastructures suffisantes et des standards minimaux uniformes, afin d'éviter que certains territoires ne deviennent "invisibles" dans la chaîne de gestion des déchets.



Lutter efficacement contre les activités illégales et les dépôts clandestins

En Italie, la présence de l’“écomafia” dans la gestion des déchets est connue et compromet l’ensemble de la chaîne. En Slovaquie, comme dans de nombreux pays, les contrôles, inspections, transparence et sanctions doivent être renforcés pour prévenir les dépôts illégaux, le trafic illicite de déchets et l’invisibilisation des phases les plus critiques.

Sous l’angle communicationnel et identitaire : il est essentiel de rappeler que le droit à un environnement sain constitue un droit social et de justice, et pas seulement une question environnementale.



Renforcer les capacités et encourager les échanges internationaux

Les résultats du questionnaire confirment un besoin clair de renforcement des capacités des agents publics, notamment en ce qui concerne l’application de la législation européenne sur les déchets.

Les programmes de formation ciblés devraient porter sur :

- l’interprétation des cadres juridiques,
- le reporting des données,
- la coordination entre parties prenantes.

La coopération internationale à travers Erasmus+, Horizon Europe et Interreg devrait être renforcée pour faciliter l’apprentissage mutuel et le transfert de bonnes pratiques entre régions partageant des défis similaires.




Conclusion

Pour atteindre les objectifs du Pacte vert européen, du Plan d’action pour l’économie circulaire et de la Stratégie pour une pollution zéro, la Slovaquie et la Sicile doivent aller au-delà de la conformité formelle et adopter une gouvernance intégrée fondée sur la connaissance.

En améliorant la capacité administrative, en investissant dans les infrastructures, en impliquant les citoyen·ne·s et en adoptant des principes circulaires, ces deux régions peuvent devenir des modèles de gestion durable des déchets et de coopération régionale au sein de l’Union européenne.





 Cofinancé par
l'Union européenne

**Vous
souhaitez en
savoir plus ?**

 bohatoва.zuzana@gmail.com

 www.wastewise.sk

 Wastewise2025

Contactez-nous!

